

Document d'information n° 4

Les enfants qui travaillent dans les mines et les carrières

*Résultats d'une
étude menée en
Afrique de l'Ouest
et centrale*

D^r Dorte Thorsen
Avril 2012



Table des matières

Acronymes et abréviations	1
Préface	2
Introduction	4
Situer le travail des enfants dans les PMA dans les années 2000.	5
Les raisons pour lesquelles des enfants travaillent dans les mines et les carrières	5
Comment les enfants deviennent des ouvriers dans les sites miniers	7
Contrat et conditions de travail	8
Risques et abus	10
Les implications à long terme du travail dans les mines et les carrières pour les enfants	11
Développement, éducation et apprentissage de l'enfant	12
Trajectoires professionnelles et mobilité sociale ascendante	13
Initiatives en termes de politiques et de programmes	14
Prévenir le travail des enfants dans les mines et les carrières : interdiction, sensibilisation et éducation	15
Questions nécessitant des recherches supplémentaires	16
Références	17

Note : Les chiffres figurant entre crochets correspondent aux références apparaissant à la fin du document d'information

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou points de vue de l'UNICEF

Coordonnées :

Bureau régional de l'UNICEF en Afrique de l'Ouest et centrale
BP 29720
Dakar-Yoff
Sénégal
http://www.unicef.org/wcaro/english/overview_6585.html

Acronymes et abréviations

ANPPCAN	Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant
CFA	Communauté Financière Africaine
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
ENDA	Environnement et Développement du Tiers Monde
ICI	International Cocoa Initiative
OIT	Organisation Internationale du Travail
IPEC-OIT	Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'OIT
LUTRENA	Lutte contre le Trafic des Enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre
MAEJT	Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs
WACAP	Programme Ouest-Africain pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale

Préface

En Afrique de l'Ouest et centrale, on estime qu'un tiers des enfants travaillent à plein temps ou à mi-temps, en étant rémunérés ou non. De nombreux enfants prennent part à des activités économiques dangereuses ou nuisibles, comme le travail dans les mines. Certains sont également exploités dans l'industrie du sexe et font l'objet de trafic. Même si le travail qu'ils réalisent n'est pas dangereux en lui-même, de nombreux enfants qui travaillent n'ont pas accès à l'éducation ou quittent l'école en raison des coûts que cela représente pour les parents de continuer à scolariser leurs enfants et de ne pas les faire travailler. De nombreux enfants parviennent cependant à combiner travail et école, et la réalisation d'un profit peut permettre aux enfants de poursuivre leur éducation. Quand la qualité de l'éducation est médiocre ou que les enfants sont exposés à de la violence à l'école, certains d'entre eux peuvent préférer le travail à l'école. Dans certains contextes, les enfants tirent une raison d'être et un sentiment de responsabilité de leur travail et de leur contribution à la famille. Le fait de les empêcher de travailler sans remplacer leur raison d'être et le statut qui en découle peut engendrer des conséquences encore plus graves.

Les mesures de prévention et d'intervention en matière de travail et d'exploitation des enfants dans la région ont échoué en termes de qualité, d'impact et d'échelle. Au cours des dix dernières années, bon nombre de leçons ont été tirées de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas en matière de travail, d'exploitation et de traite d'enfants. Au niveau international, Understanding Children's Work (UCW) a beaucoup fait pour renforcer les données factuelles. De nombreuses autres organisations et chercheurs issus de différents horizons académiques ont contribué à une analyse davantage différenciée du travail des enfants et des efforts de prévention et d'intervention (comme Bourdillon, Myers, White, Boyden, Liebel et Woodhead).

Les études et évaluations des efforts de lutte contre la traite ont souligné la nécessité de faire la distinction entre la migration des enfants et la traite d'enfants, et d'éviter d'associer automatiquement toutes formes de mouvement des enfants à la traite d'enfants. Ces évaluations mettent également l'accent sur la nécessité de mieux comprendre la mobilité des enfants et les fondements culturels, sociaux et économiques du travail des enfants dans un contexte de mobilité sociale et économique plus général. Une initiative régionale sur la mobilité des enfants a été lancée en 2008 dans l'objectif d'améliorer les fondements culturels du « travail des enfants », de la « migration des enfants » et de la « traite d'enfants » et le rôle joué par le travail et la mobilité des enfants dans leur socialisation. Le travail réalisé par l'initiative sur la mobilité des enfants constitue un effort considérable visant à repenser et redévelopper les mesures de prévention et d'intervention associées au travail des enfants, en tenant compte des concepts sociaux et culturels du développement et de l'éducation des enfants, de la mobilité sociale et de la protection sociale. Dans une telle perspective, les enfants et les migrations sont associés à des transitions au cours d'une vie et à des rites de passage, la migration faisant partie intégrante du passage à l'âge adulte, pour gagner de l'argent et se marier. Cette perspective vient compléter et, dans une certaine mesure, remettre en question d'autres approches au travail des enfants qui se concentrent plus spécifiquement sur la réduction de la pauvreté, le développement des ressources humaines ou l'application des normes internationales relatives au travail.

Cinq documents d'information thématiques ont été élaborés sur les types de travail des enfants les plus pertinents pour les enfants d'Afrique de l'Ouest et centrale. L'accent est mis sur les formes de travail des enfants les plus pressantes dans la région, les types de travail faisant l'objet de la plus grande attention, et ayant connu la résistance au changement la plus importante : les enfants dans les carrières et mines artisanales ; les enfants talibés (les élèves des écoles coraniques qui mendient) dans les pays du Sahel ; les enfants dans l'agriculture commerciale ; les enfants dans le secteur urbain informel ; et les enfants travailleurs domestiques.

Les documents d'information sur le travail des enfants ont pour objectif de synthétiser les données empiriques des bonnes approches au travail et à l'exploitation des enfants et d'identifier des approches qui n'ont pas fonctionné ou sont peu susceptibles de fonctionner, compte tenu des niveaux actuels de ressources humaines

et financières. Les documents d'information sont destinés aux professionnels qui travaillent sur les politiques de protection de l'enfance, d'éducation et sociales dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Chaque document d'informations présente des faits probants sur les aspects suivants : description du phénomène, situation, tendances, impact sur les enfants, ainsi que les approches à la prévention du travail et de l'exploitation des enfants qui fonctionnent.

Remerciements : Ces documents d'information ont été développés conjointement par les départements en charge de l'éducation et de la protection de l'enfance en Afrique de l'Ouest et centrale de l'UNICEF. La documentation et les commentaires ont été fournis par le personnel œuvrant pour la protection de l'enfance et pour l'éducation au niveau des pays. Le département régional en charge de l'éducation a fourni le financement nécessaire à la production des documents d'information. Les documents ont été développés et rédigés par le Dr Dorte Thorsen, anthropologue à l'université du Sussex.

Introduction

Ce document d'information porte sur les garçons et les filles travaillant dans les mines et les carrières en Afrique de l'Ouest et centrale. La plupart des enfants travaillent dans de petites mines artisanales (PMA), dans lesquelles des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre sont utilisées afin d'extraire les minerais et les pierres précieuses^{1[21, 22]}. Les enfants ne travaillent généralement *pas* dans les grandes mines industrielles associées à des fosses souterraines profondes ou des méthodes d'extraction fortement mécanisées. Les PMA opèrent dans l'économie informelle, à la limite de la légalité et de l'illégalité^[18]. Contrairement à la perception couramment répandue selon laquelle les mineurs sont essentiellement des migrants, une forte proportion d'entre eux vient des villages voisins^[9, 13] ou des villes minières voisines^[29, 33, 36]. L'exploitation artisanale est souvent une activité familiale^[20, 36], dans laquelle des enfants de tous âges participent à différents types de travaux et jouent aux alentours des carrières ou des mines dans lesquelles leurs parents travaillent. L'exploitation minière constitue une alternative à tout autre travail dans l'économie informelle et peut attirer des travailleurs saisonniers venus des villages voisins, ou des migrants de plus longue durée^[4, 14, 38].

Les organisations internationales et organisations non gouvernementales considèrent généralement le travail des enfants dans les PMA comme l'une des pires formes du travail des enfants en raison des risques que cette activité fait courir à la santé des enfants. En conséquence, la Convention n° 182 de l'OIT stipule que tous les enfants âgés de moins de dix-huit ans devraient être exclus d'une telle activité^[17, 19]. **Le travail de protection est un défi en raison de la situation reculée et de la nature informelle de nombreuses mines et des populations migrantes qui y sont associées**^[18, 21]. **Très peu de données existent sur l'ampleur et la nature du travail des enfants dans les mines et carrières.**

À partir de la revue d'un large éventail de documents, allant d'articles de journaux à des rapports d'études commandités en passant par des thèses de maîtrise et doctorales et des publications universitaires révisées par des pairs, l'objectif de ce document d'information est de d'étudier les circonstances dans lesquelles les enfants travaillent dans les sites miniers. Ce document a été réalisé grâce au nombre croissant de travaux de recherche centrés sur l'enfant ; ces derniers permettent de commencer à **étudier les différents types de travaux que les garçons et les filles, jeunes ou plus âgés, réalisent dans les mines et les carrières ; et, point très important, de découvrir**

Carrières et mines, en République

démocratique du Congo. En 2009, les enfants qui travaillaient dans les carrières et les mines au Katanga étaient essentiellement des garçons ; près de la moitié était âgée de 14 à 17 ans, environ un tiers étaient âgés de 10 à 13 ans, et 20 pour cent des enfants étaient âgés de moins de 10 ans (échantillon N = 20 enfants, 70 mineurs adultes et 10 femmes ayant également été interrogés)^[30, p. 26].

Carrière de granite, au Burkina Faso.

En 2003, 61 % des enfants qui travaillaient dans la carrière de Pissy, à Ouagadougou, étaient des garçons, et 39 % étaient des filles. Les filles étaient légèrement plus jeunes que les garçons ; l'âge moyen des filles et des garçons était respectivement de 12,6 et de 13,3 ans (échantillon N = 155)^[41, p. 5-8].

Exploitation de l'étain et de l'or, en

République démocratique du Congo. En 2009, les enfants qui travaillaient dans la province de Maniema étaient essentiellement des garçons ; plus d'un tiers étaient âgés de 15 à 18 ans, près de la moitié était âgée de 11 à 14 ans, et 15 pour cent étaient âgés de moins de 10 ans (échantillon N = 46). Les enfants constituaient 30 à 35 % de l'ensemble de la main-d'œuvre travaillant dans les mines^[33, p. 11, 35].

Exploitation de diamants alluviaux, en

Sierra Leone. En 2006, 73 % des enfants qui travaillaient dans des sites miniers dans le district de Kono étaient des garçons, 27 % étaient des filles. Les filles étaient généralement plus jeunes que les garçons ; trois quarts des filles étaient âgées de moins de 14 ans, alors que près de la moitié des garçons appartenait à la tranche d'âge des 14-17 ans. Quinze pour cent des enfants étaient âgés de moins de 10 ans (échantillon N = 618)^[3, p. 35].

¹ Aucune définition commune des PMA n'a été établie, mais le terme couvre généralement l'exploitation minière entreprise par des individus, des groupes, des familles ou des coopératives, caractérisées par une mécanisation minimale, voire aucune mécanisation. Une distinction est parfois opérée entre l'exploitation de minerais de forte valeur et l'exploitation en carrière de minerais industriels et de matériaux de construction^[12, 16].

leurs aspirations pour l'avenir. Ceci nous permet de présenter une perspective nuancée sur les rêves des enfants, leurs stratégies et leurs tactiques, qu'ils aient commencé à travailler dans l'exploitation minière de leur propre initiative, ou qu'ils y aient été envoyés par leurs parents ou tuteurs. Une partie des documents passés en revue contient des informations détaillées sur le travail des enfants dans les mines et les carrières mais manque de consistance sur le plan analytique. Ces conclusions sont présentées avec d'autres études afin de fournir une analyse comparative.

Situer le travail des enfants dans les PMA dans les années 2000.

L'enfant travailleur classique dans une PMA est un garçon ou une fille âgée de plus de 10 ans qui, en fonction des pratiques sociales et culturelles, creuse, broie, mout et lave le minerai ou participe aux services de soutien et au petit commerce qui y est associé. Dans certains lieux, la proportion de garçons est égale à celle des filles qui travaillent dans les sites miniers et les carrières^[21, 41], alors que d'autres sont dominés par la présence d'ouvriers de sexe masculin^[3, 30, 33]. Les garçons plus âgés sont souvent directement impliqués dans l'excavation des minerais et des pierres précieuses^[33], bien que des filles plus âgées participent de plus en plus aux étapes d'extraction, de transport et de transformation du minerai^[20]. Les garçons et les filles plus jeunes tendent à travailler dans le petit commerce, apportent à manger à ceux qui se trouvent dans les fosses, font les commissions des uns et des autres et transportent des graviers et de l'eau sur le site de l'exploitation. Ceci est dû à la force physique nécessaire pour accomplir les différentes tâches. Les plus jeunes enfants, garçons et filles, ne peuvent accomplir certaines des tâches consistant à creuser en profondeur, et la plupart des personnes n'emploient pas régulièrement de jeunes enfants^[3, p. 35].

District de Kono, en Sierra Leone. 55 % des enfants qui travaillent dans des mines viennent des villages voisins^[3, p.] 36].

Province du Katanga, en République Démocratique du Congo. Trois-quarts des enfants qui travaillent dans des mines sont issus de familles à faible revenu où les parents sont soit au chômage, soit agriculteurs. Les parents des autres enfants sont des commerçants ou des ouvriers salariés qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts avec leur activité principale^[30, p. 26].

Les raisons pour lesquelles des enfants travaillent dans les mines et les carrières

La pauvreté est l'une des raisons les plus importantes pour lesquelles les enfants en âge d'être scolarisés travaillent. Les familles vivant en zone rurale diversifient leurs revenus en participant à l'exploitation minière^[2, 3, 14]. Dans les sites miniers abandonnés par les grandes entreprises (par ex. Kalima^[29] et Mbuji Mayi en République Démocratique du Congo^[2]), les mineurs licenciés et leurs familles restent souvent dans les villes bâties par les sociétés minières. Si le prix de la poussière de minerai ou du gravier concassé dans l'ancien terril minier chute, bon nombre d'entre eux se trouvent confrontés à une pauvreté accrue en raison de l'absence d'alternatives^[2]. Certaines familles et enfants travaillent dans les carrières ou les mines pour ne pas mourir de faim. Dans de telles situations, **la contribution du travail des enfants pourrait jouer un rôle important pour la sécurité alimentaire du foyer**, en particulier s'il existe peu d'autres opportunités de gagner des revenus^[2, 3, 23, 28, 30, 33]. Les enfants dont les parents ne peuvent travailler en raison d'une maladie ou d'un handicap peuvent contribuer significativement à la sécurité alimentaire du foyer^[14].

Le retrait des grandes sociétés minières commerciales ne se fait pas toujours au détriment de l'économie locale. Dans certaines mines de la province de Maniema, en République Démocratique du Congo, le nombre de personnes travaillent dans les PMA est supérieur à celui des personnes qui étaient employées par la société minière. Les mineurs peuvent également gagner davantage car la société minière ne conserve pas l'essentiel du profit, et ceux qui assurent le travail manuel ne se retrouvent pas automatiquement au bas de l'échelle hiérarchique et ne perçoivent pas nécessairement le salaire le plus bas. Si les mineurs peuvent mieux s'en sortir sur le plan économique, la fourniture de services sociaux dans les anciennes villes minières est déplorable^[29]. Les communautés des PMA rurales sont confrontées à un manque de structures éducatives et

sanitaires publiques^[13, 14, 24, 29]. Les enfants peuvent se retrouver dans les mines en raison d'un manque d'options, **comme l'opportunité de poursuivre une scolarité** primaire et secondaire.

Des enfants plus jeunes peuvent accompagner leurs parents pour jouer dans les sites des mines, pendant que leur mère ou une qu'une aînée garde un œil sur eux tout en travaillant dans le site de la mine^[2]. **Un tel phénomène peut être la conséquence d'une absence de prise en charge des enfants hors du site de la mine, ou de la nécessité que la famille au complet travaille pour pouvoir joindre les deux bouts. Il peut cependant s'agir également d'un choix motivé par la croyance selon laquelle les enfants apprennent en étant présents sur les lieux de travail^[27].** Les convictions concernant l'apprentissage par l'observation et la pratique n'excluent pas l'éducation formelle *per se*. Dans le district de Kono, en Sierra Leone, 47 pour cent des enfants qui travaillent dans le secteur de l'industrie minière ne sont jamais allés à l'école, 40 pour cent des enfants combinaient école et travail, et 13 pour cent avaient dû abandonner l'école, essentiellement pour des raisons financières. Même si les enfants pauvres ont peu de chances de trouver un emploi formel bien payé, bon nombre d'enfants et d'adultes ressentent le besoin de suivre une scolarité formelle^[3]. Ne pas envoyer ses enfants à l'école n'est pas la conséquence de l'ignorance mais de la pauvreté^[13, 33]. **Un thème clé qui émerge des récentes études menées auprès d'enfants et d'adultes est que ceux qui peuvent se permettre de garder leurs enfants à l'école sont peu susceptibles de leur faire quitter l'école pour travailler à plein temps, même en temps de crise^[3, 13, 14, 24, 33].** **Le fait que de nombreux enfants issus de familles agricoles ou minières soient obligés de travailler afin de participer au financement de leur propre éducation représente leur principale raison de travailler dans des sites miniers.**

Le sexe et l'âge influencent la manière dont les enfants justifient leur activité dans les sites miniers et la manière d'envisager les bénéfices qu'ils tireront de ce travail à l'avenir. Les garçons en particulier expliquent leur participation à l'exploitation minière par la volonté de gagner de l'argent afin d'être en mesure de pour suivre des études. Les filles ne sont cependant pas toujours minoritaires dans les écoles. Par exemple, dans le district de Kono, en Sierra Leone, davantage de filles que de garçons étaient inscrites à l'école en 2006. Les garçons plus âgés travaillaient comme mineurs et gagnaient un salaire relativement correct, alors que les filles n'avaient pas le droit de travailler dans les fosses et participaient essentiellement au petit commerce, leur assurant un salaire nettement moins élevé. La différence de gains entre les garçons et les filles pourrait avoir eu pour effet que les garçons plus âgés étaient davantage susceptibles de combiner école et travail lorsque leurs parents avaient des difficultés à payer les frais de scolarité de tous leurs enfants^[3]. Étant donné que les schémas de travail et de scolarisation sexospécifiques varient d'un lieu à l'autre, **il est important d'étudier les différences entre les sexes du point de vue des activités, des capacités de gain, des taux d'inscription à l'école et des taux de poursuite des études.**

Les enfants qui ne sont pas scolarisés et qui ont passé l'âge minimum d'admission aux emplois rémunérés ont peu de chances de trouver du travail dans leur région d'origine. Au Nord du Ghana, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans est compris entre 70 et 90 pour cent, alors que la moyenne nationale est d'environ 30 pour cent^[15]. **Dans de nombreux cas, l'exploitation minière est l'activité locale la plus lucrative et constitue une alternative aux migrations professionnelles.**

L'espoir de découvrir un minerai ou un gros diamant incite les gens, enfants compris, à prendre part à une exploitation minière, et sous-tend la volonté de travailler dur et de prendre des risques physiques et sociaux considérables. Certains enfants décident d'eux-mêmes de travailler dans les mines, d'autres y sont encouragés par leurs parents. Des études récentes ont révélé que la **plupart des enfants percevaient l'activité minière comme une activité temporaire. Ils la considéraient comme un moyen leur permettant de poursuivre leurs études ou d'accéder à des activités économiques présentant de meilleurs gains pour un travail moins éprouvant.** Une stratégie commune aux filles est de quitter les communautés minières pour essayer de trouver un travail dans de plus grandes villes^[3, 8, 20, 33].

Comment les enfants deviennent des ouvriers dans les sites miniers

Le travail aux côtés d'un parent ou d'un membre de la famille constitue pour les enfants le moyen le plus courant de commencer à travailler dans les mines et les carrières ; 70 à 80 pour cent des enfants commencent à travailler avec un parent, un grand-parent ou un frère ou une sœur^[23, 30]. Deux facteurs influencent le fait qu'ils travaillent à plein temps ou à temps partiel ; le premier est le fait qu'ils soient ou non scolarisés, le second est qu'ils soient issus de foyers, agricoles dans lesquels leurs services sont nécessaires, ou de familles dont les moyens de subsistance dépendent d'un travail extra-agricole.

Les enfants qui s'installent dans les camps miniers peuvent travailler et vivre avec un membre de leur famille. Cette pratique est similaire à celle adoptée par les enfants issus de milieu rural qui travaillent dans la ferme d'un membre de leur famille ou pour un parent vivant dans une zone urbaine. Si la documentation disponible explique ces deux types de migrations en termes de placement en familles d'accueil, **une très faible attention a été accordée à la manière dont l'installation dans les camps miniers se faisait. Il est important d'étudier la mesure dans laquelle les enfants vivent avec des membres de leur famille et la participation des enfants à ces décisions.**

District de Kono, Sierra Leone. Trente pour cent des enfants âgés de 5 à 9 ans ne vivaient pas avec leurs parents en 2006, cette proportion augmentant pour passer à 44 pour cent pour les enfants âgés de 10 à 13 ans et à 66 pour cent pour les enfants âgés de 14 à 17 ans. Cependant, neuf enfants sur dix vivaient avec un membre de leur famille^[3, p. 40].

Les migrations dans les camps miniers sont **parfois expliquées comme une conséquence de la traite**. Un exemple est le déplacement de jeunes Béninois âgés de 6 à 18 ans pour se rendre au Nigeria, où ils travaillent dans des carrières à la périphérie d'Abeokuta. Si ceux qui viennent de l'extérieur qualifient les personnes avec qui les enfants voyagent de « trafiquants/employeurs » parce qu'elles recrutent, hébergent et emploient les enfants et en tirent un profit, les garçons, eux, les considèrent comme leurs patrons. Trois catégories de personnes sont impliquées dans le recrutement des garçons au Bénin : des migrants plus âgés installés au Nigeria depuis les années 1970, des migrants de « seconde génération » qui ont grandi au Nigeria mais entretiennent toujours des liens avec leur famille au Bénin, et les jeunes migrants de retour de moins de 20 ans. Ils recrutent des enfants dans leur propre famille élargie, ainsi que dans des régions présentant une forte incidence de migration d'enfants associée au travail dans les carrières. Dans les deux cas, des arrangements sont conclus entre les adultes, et les garçons ne reçoivent que peu d'informations sur la vie qu'ils mèneront au Nigeria. Les recruteurs font également venir au Nigeria des enfants familiarisés avec le travail dans les carrières et qui souhaitent devenir travailleurs migrants^[34, p. 18-21].

Les pratiques de recrutement sont étroitement liées aux réseaux de migrants et aux familles élargies. Ces **réseaux sociaux fournissent une sécurité sociale, assurent un contact constant entre les enfants qui ont migré et leurs parents, et permettent d'aider les enfants qui ont besoin de soins et de soutien. De plus, dans de nombreuses communautés, il est courant que les enfants vivent avec des membres de leur famille, en particulier en grandissant.** Peu d'informations sont disponibles sur la participation active des enfants aux processus de recrutement. Les enfants peuvent être incités à se déplacer par des membres de la famille, mais les enfants plus âgés trouvent souvent du travail dans les mines en demandant directement du travail à ceux qui dirigent des équipes chargées de miner ou qui emploient des jeunes pour concasser et rincer les graviers^[3, 8]. Les enfants peuvent choisir de quitter un employeur qui les exploite.

Les choix dont les enfants disposent sont ancrés dans des normes culturelles. De telles normes informent la division sexuelle et générationnelle du travail dans les sites miniers. Au Burkina Faso par exemple, le battage de l'or était traditionnellement une activité réservée aux femmes ayant passé l'âge de la ménopause. Aujourd'hui, l'exploitation alluviale est une activité familiale, alors que l'exploitation minière en fosses profondes est exclusivement une activité masculine. Ceci tient à la force physique, mais aussi à l'idée que le sang des règles ou les traces de rapports sexuels sur le corps des femmes pourrait « chasser » l'or^[38]. **Les**

garçons et les filles se trouvent confrontés à différentes contraintes quant aux activités auxquelles ils peuvent prendre part.

Contrat et conditions de travail

Bon nombre de PMA sont des mines à ciel ouvert dans lesquelles les mineurs travaillent en petites équipes pour creuser des trous larges, déplacer les graviers dans des sites secondaires où ils sont rincés, tamisés ou broyés afin d'en extraire les pierres ou le minerai. De tels trous n'excèdent généralement pas une profondeur de cinq mètres et une simple pelle, un tamis et une poêle dotée de poignées suffisent souvent pour commencer. Dans certains des sites les plus développés, une technologie de bas niveau, comme des pompes, un équipement de dragage et des pelleteuses, peut être utilisée^[3, 33]. Certains sites miniers nécessitent un travail dans des fosses plus profondes. Au Niger, certaines mines d'or disposent de fosses faisant plus de 50 à 80 m de profondeur^[24] et au Congo, certaines fosses atteignent une profondeur supérieure à 60 mètres, excédant ainsi la profondeur maximale autorisée par le Code minier congolais^[33].

L'extraction des minerais et des pierres précieuses dans les PMA est régie par des hiérarchies sociales complexes de propriétaires fonciers, de détenteurs de permis, d'acheteurs, de gardiens, d'employeurs, de mineurs, d'ouvriers auxiliaires et autres qui peuvent tirer un revenu de ces sites^[3, 34]. **Les enfants, qu'ils soient directement impliqués dans l'exploitation minière ou indirectement par le biais d'un éventail de services annexes, sont généralement au bas de cette hiérarchie en raison de leur âge et de leur manque de richesses.** Ils réalisent généralement des tâches subalternes^[14, 28], mais leur âge et leur sexe déterminent leur activité.

Province de Dilaberi, au Niger. Adamou, un jeune garçon de 15 ans, travaillait dans une grande mine d'or artisanale, où il passait ses journées à briser des roches meubles à 50 ou 80 mètres sous la surface du sol, pour en remplir un sceau qui était ensuite remonté par treuil à la surface. On estimait que plus de 100 enfants âgés de 10 à 16 ans travaillaient dans ce site en 2005^[24].

Le travail le plus difficile, qui consiste à creuser et à broyer la roche, est essentiellement réalisé par des garçons âgés de plus de quatorze ans, car il faut de la force pour creuser du sable mouillé dans les mines alluviales ou détacher la pierre. Les garçons appartenant à cette tranche d'âge transportent également des graviers et des roches provenant des fosses jusqu'aux sites où l'on procède à leur lavage et à leur broyage^[3, 33]. Dans les mines de diamant alluviales du district de Kono, en Sierra Leone, 31 pour cent des enfants réalisaient ce type de travail^[3], de même que 55 pour cent des enfants interrogés dans les mines de cuivre et de cobalt de la province du Katanga, en République Démocratique du Congo^[30]. **Bien que peu de filles minent, des filles plus âgées réalisent des tâches à forte densité de main-d'œuvre,** comme le battage de l'or à l'eau ou à sec pour trouver des pierres précieuses, le transport des graviers hors des fosses, le classement des roches, l'aide au processus d'amalgamation et le broyage de la pierre^[20, 38].

La plupart des enfants directement impliqués à plein temps dans l'industrie minière travaillent cinq à sept jours par semaine et souvent huit à dix heures par jour^[3, 33, 34]. Dans le district de Kono, en Sierra Leone, 70 pour cent des enfants mineurs travaillaient six à sept jours par semaine, et 44 pour cent d'entre eux travaillaient huit à dix heures par jour. Dans la province de Maniema, en République Démocratique du Congo, les enfants travaillant dans les anciens sites miniers abandonnés par de grandes sociétés minières travaillaient cinq jours par semaine car des gardes leur barraient fréquemment l'accès les samedi et dimanche. Ces enfants parcouraient six à douze kilomètres pour atteindre le site de la mine et versaient 100 à 500 francs congolais [0,10 à 0,52 USD] de frais d'entrée au gardien assurant la sécurité du site. Tout comme les mineurs adultes, les enfants mineurs s'organisent en équipes^[29, 33].

Certains garçons et quelques filles directement impliqués dans l'exploitation minière reçoivent un salaire journalier fixe, une commission ou une part du gravier creusé. Dans ce dernier cas, la hiérarchie complexe qui existe au sein des carrières et des mines détermine la dimension du tas divisé entre les propriétaires fonciers, les titulaires de permis, les directeurs et les chefs d'équipe. Les mineurs individuels peuvent être payés de

manière différente. Certains disposent de leur propre tas de gravier qu'ils devront laver ou broyer ; d'autres obtiennent une part des recettes du tas appartenant au chef d'équipe^[3, 33, 34]. Dans le district de Kono, en Sierra Leone, 50 pour cent des mineurs sont payés ainsi, mais certains enfants gagnent moins que ce à quoi ils ont droit, leur manque d'expérience les rendant faciles à duper. Ils reçoivent cependant le même traitement que le reste de l'équipe quant au soutien en cas de maladie^[3]. Dans la province de Maniema, en République Démocratique du Congo, certains enfants qui travaillent dans des équipes de pairs vendent directement l'or qu'ils trouvent aux négociants, mais ils peuvent également faire appel à un frère ou à un ami plus âgé qui sera à même de leur négocier un meilleur prix^[33, p. 46-47]. Au Ghana, les filles qui battent l'or et creusent sont payées par l'acheteur à la livraison du produit^[20].

Les enfants qui reçoivent un salaire quotidien fixe connaissent rarement le produit exact de leur travail car ils ne sont pas impliqués dans les étapes finales de l'extraction ou dans les négociations des prix^[3, 34]. Dans le district de Kono, en Sierra Leone, un tiers des mineurs percevaient en 2006 un salaire fixe, compris entre 5 000 et 6 000 leones [entre 2,10 et 2,52 USD] par jour. **Quatre-vingt douze pour cent des mineurs étaient payés quotidiennement, car ils étaient employés comme main-d'œuvre journalière et n'étaient pas assurés de travailler tous les jours.** Néanmoins, le revenu était relativement correct par rapport à d'autres types de travaux et ceux qui avaient noué des liens avec les employeurs étaient davantage susceptibles d'obtenir du travail^[3, p. 45,67]. **Plus d'un tiers des filles impliquées dans l'exploitation minière au Ghana étaient payées quotidiennement et 30 pour cent d'entre elles l'étaient une fois par semaine**^[20]. En revanche, les garçons venus du Bénin qui travaillent avec un contrat de deux ans dans une carrière de l'État d'Ogun, au Nigeria, percevaient de petites sommes d'argent au cours de leur contrat, mais recevaient parfois un vélo ou une radio à la fin de leur séjour s'ils avaient réalisé plusieurs contrats. Une somme comprise entre 75 000 et 150 000 francs CFA [entre 158 et 316 USD] était envoyée à leurs parents tous les deux ans, soit un salaire mensuel compris entre 3 000 et 6 000 francs CFA [entre 6,32 et 12,65 USD]^[34].

Les garçons et les filles plus jeunes qui occupent des fonctions de soutien autour des mines travaillent souvent avec un parent, un frère ou un autre membre de leur famille à des tâches allant du transport du sable ou du gravier jusqu'aux sites de rinçage ou de broyage, à la collecte de l'eau, en passant par la préparation de la nourriture ou l'exécution des commissions des uns et des autres. Leurs gains dépendent du type de travail qu'ils effectuent, du nombre d'heures travaillées et de la manière dont ils sont associés aux mineurs^[3, 28, 33]. Les filles commencent souvent à travailler tôt, en particulier lorsqu'il s'agit de tâches domestiques, et certaines qui pourraient n'avoir que neuf ans aident leurs mères à préparer à manger et à boire pour les amener aux membres de leur famille qui travaillent comme mineurs ou vendent à manger aux autres personnes présentes sur le site^[20]. Généralement, ces jeunes enfants travaillent un nombre d'heures moins important que les enfants participant directement à l'exploitation minière. Dans le district de Kono, en Sierra Leone, seuls 18 pour cent des enfants les plus jeunes travaillaient huit à dix heures par jour^[3]. Certaines des filles participant à la préparation des repas qu'elles vendent ensuite aux mineurs travaillent cependant de longues heures : plus de la moitié des filles travaillent plus de six heures par jour et plus de cinq jours par semaine^[20]. **Plus d'un quart des enfants participant aux services de soutien dans le district de Kono, en Sierra Leone, ne tiraient aucun bénéfice de cette activité si ce n'est le fait d'être nourris et de recevoir des vêtements**^[3]. Enfin, les enfants vendent différents articles dans les sites miniers, souvent des biscuits, des cigarettes, des boissons non alcoolisées et autres petits articles faciles à transporter. **La plupart des vendeurs sont des filles âgées de 10 à**

Province de Maniema, République démocratique du Congo. Un garçon de 13 ans explique qu'il travaille les après-midi pendant les jours d'école et travaille aussi les dimanches s'il parvient à accéder aux mines, car celles-ci sont pour lui le moyen de vivre et de payer ses frais de scolarité^[33, p. 49].

Région occidentale, Ghana. Un propriétaire de concession sur le site de Tarkwa a expliqué qu'il autorisait les enfants à collecter du minerai et à le broyer et le vendre pendant les vacances. "Comme je ne peux pas leur donner de l'argent, je les autorise à venir, à miner et à vendre les pierres, et ils peuvent en tirer entre 800 000 et 1 000 000 cedi [entre 80 et 100 USD] pour payer leur frais de scolarité et aller à l'école".^[14, p. 460-61]

13 ans qui parcourent de longues distances pour couvrir toutes les parties du site de la mine et vendre leurs articles. La plupart d'entre eux travaillent pour un membre plus âgé de la famille ou un commerçant, qui versent aux enfants une commission sur ce qu'ils vendent.

Les enfants qui combinent école et travail travaillent généralement du milieu de l'après-midi à la tombée de la nuit pendant les jours d'école, et travaillent à plein temps les week-ends et pendant les vacances scolaires entre juin et septembre^[21, 33]. Certains sont autorisés à travailler officiellement quand les propriétaires de concessions reconnaissent le fait que les enfants doivent travailler pour gagner de l'argent afin de payer leurs frais de scolarité^[14].

Risques et abus

Les enfants qui travaillent dans les sites miniers se trouvent confrontés à plusieurs risques physiques et sociaux ayant des effets immédiats ou à long terme. **Les risques physiques sont liés au travail en lui-même, à savoir :** le dur travail qui consiste à creuser ou concasser, l'utilisation d'outils adaptés à la taille des adultes, le transport de la roche, du gravier ou du sable et l'absence d'équipement de protection, comme des bottes et des casques^[18, 21, 30, 33]. Les garçons comme les filles se plaignent souvent de crampes musculaires, de douleurs au dos et à la poitrine, et d'irritations, de coupures et de brûlures cutanées. De nombreux enfants prennent des antidouleurs afin de supprimer la douleur^[3, 18, 20, 26]. Hormis les risques d'accidents immédiats, un travail qui excède la force des enfants peut affecter négativement leur croissance et leur développement, en particulier si leur consommation de calories est trop faible^[33]. Cependant, ceux qui travaillent directement dans la mine gagnent des revenus plus élevés et mangent souvent mieux que les enfants travaillant dans des fonctions de soutien ou le petit commerce^[3].

La plupart des enfants travaillant dans les mines ont plus de quatorze ans. **Les outils de taille adulte ne peuvent en eux-mêmes entraîner des risques pour les adolescents plus âgés. Le fait que les poids soulevés et transportés par les enfants peuvent être trop lourds ou non dépendra de la stature physique de l'enfant et de la technique utilisée pour transporter la charge.** Si un équipement de protection pourrait éviter certaines blessures, les types d'équipement de protection qui existent pourraient ne pas convenir aux pratiques de travail actuelles dans les PMA et donc être ainsi rejetés par les mineurs.

A l'exception des enfants transportant du gravier, du sable, de l'eau et de la nourriture, **les risques associés aux enfants présents dans les fonctions de soutien et le petit commerce sur les sites miniers n'ont pas fait l'objet d'une grande attention.** Il est souvent supposé que le travail des jeunes enfants excède leur force physique, mais peu de faits probants ont été fournis afin d'étayer cette hypothèse. Il est impératif de se pencher sur ce que ces activités impliquent dans chaque contexte local.

Un autre type de risques auxquels les enfants qui travaillent dans les sites miniers peuvent se trouver confrontés sont **les risques physiques associés au lieu de travail** et l'exposition à la poussière, à des niveaux sonores élevés et, dans certains endroits, à des produits chimiques toxiques^[18, 26, 30, 33]. Les enfants travaillant dans les exploitations d'or peuvent être exposés à un empoisonnement au plomb ou au mercure^[15a, 21] et les enfants mineurs qui travaillent dans des galeries souterraines ou dans des fosses profondes sont exposés à des risques d'effondrement des galeries ou des fosses, de chutes de pierre, un éclatement de la roche et risquent de glisser eux-mêmes au cours de leur travail^[18]. Parmi les conséquences immédiates, on notera les blessures à différents degrés de gravité qui peuvent également affecter la santé et la capacité à travailler future de l'enfant. Les autres conséquences à long terme sont les maladies respiratoires et la perte de l'audition^[18, 26]. Si ceux qui travaillent aux fonctions de soutien et pratiquent le petit commerce sont également exposés à la poussière, aux vapeurs de produits chimiques et au bruit, ils peuvent être moins exposés que ceux qui travaillent dans des espaces confinés et au niveau du processus d'amalgamation.

La principale préoccupation soulevée par un certain nombre d'études est, pour les jeunes enfants, celle des **risques sociaux**. **L'exposition à un style de vie particulier associé aux camps miniers, c'est-à-dire la consommation manifeste d'alcool et de femmes**. Il est supposé que les enfants sont exposés à un environnement social indésirable, dans lequel l'ordre et la loi sont absents, les structures familiales se désintègrent, la criminalité, la violence et la prostitution sont fortement répandus et les enfants sont exposés à tout un éventail de maladies sexuellement transmissibles^[18, 26, 33]. Un lien de cause à effet est établi entre les conséquences possibles de ces risques sociaux et la non scolarisation des enfants.

Plusieurs problèmes associés au risque social doivent être étudiés plus en détail.

Tout d'abord, de nombreux agriculteurs ont diversifié leur source de revenus afin d'inclure le travail minier, parfois au lieu de migrer, et une grande proportion d'enfants sont issus de ces foyers agricoles. Il est important d'étudier comment le revenu découlant de l'exploitation minière affecte les dynamiques sociales dans les villages agricoles par rapport à d'autres sources d'opportunités économiques. Ensuite, l'organisation sociale des camps miniers est complexe, les mineurs migrants constituant un groupe divers incluant des enfants venus sans leurs parents, d'hommes et de femmes célibataires ainsi que des familles. Une partie de jeunes mineurs dépense immédiatement et ouvertement leur argent dans le sexe et l'alcool, ce qui soulève des questions concernant l'environnement moral dans lequel les enfants vivent. Cependant, la consommation d'alcool et autres consommations manifestes constituent non seulement un investissement dans les relations sociales dans de nombreuses sociétés^[6, 8,37], mais les différences entre les sexes en termes de consommation sont également négligées. Les enfants sont exposés à tout un éventail de modes de vie et de stratégies économiques, tout comme ils le seraient en d'autres lieux caractérisés par une population hétérogène.

En dépit du fait que de nombreuses femmes gèrent leur propre entreprise, participent au battage de l'or ou sont titulaires de permis^[20, 21, 38], les femmes qui ne sont pas mariées ou sont divorcées vivant dans les communautés minières sont souvent considérées comme des travailleuses du sexe. En conséquence, **les adolescentes sont considérées comme étant de mœurs légères ou vulnérables aux sévices et à l'exploitation sexuels, sans que l'on ne se penche sur le travail qu'elles effectuent en réalité et les risques auxquels elles sont confrontées au quotidien**.

Si l'exploitation sexuelle, la consommation d'alcool et de drogues et la violence sont répandues et sont visibles dans de nombreuses villes minières non planifiées, les effets sur les enfants et les expériences de vie réelles des enfants doivent être étudiés en détail, plutôt que de fonder des programmes bien intentionnés sur des généralisations et hypothèses moralistes.

Les implications à long terme du travail dans les mines et les carrières pour les enfants

L'accès aux PMA est difficile, en particulier pour ceux qui se trouvent dans des zones de conflit. Il est difficile de documenter tous les types d'activités réalisés par les enfants dans les sites miniers, ainsi que les autres

Province de Maniema, en République

Démocratique du Congo. Une fonction de soutien consiste à travailler comme porteur, un travail difficile. Les enfants remplissent une bassine d'eau ou de sable, d'autres les aident à lever la bassine et à la placer sur leur tête afin qu'ils puissent apporter leur chargement sur le site de lavage et de tamisage. Ils sont rapides et avancent à un rythme régulier, traversant les sites miniers et évitant les branches d'arbre, les trous, les buches et les pierres sur leur passage. Une bassine remplie de sable mouillé est lourde et la tâche est généralement accomplie par des garçons de plus de 12 ans.

Les enfants ne portent pas de vêtements de protection et travaillent même avec aussi peu de vêtements que possible, si ce n'est nus, en raison des fortes températures et de l'humidité de la forêt. Personne n'utilise de gants ni de casques, ni de cordes afin d'assurer la sécurité de ceux qui descendent dans la fosse. Les enfants ne portent pas de chaussures car il est plus simple de garder l'équilibre les pieds nus lorsque l'on se déplace sur le sol fangeux de la mine. ^[33, p. 49-52]

activités auxquelles ces enfants prennent part, comme l'éducation et la formation, le sport, le jeu et la religion ou les activités associatives. Les connaissances relatives aux normes locales protégeant les enfants de tout un ensemble de risques sur les lieux de travail, de jeu et de résidence font défaut. En conséquence, les recommandations politiques émanant des **travaux de recherche tendent à utiliser le travail des enfants comme mineurs ou porteurs comme une mesure d'exploitation sans se pencher sur ce que les enfants eux-mêmes pensent des activités possibles, des gains potentiels et, plus important encore, sur les compromis que les enfants de familles pauvres doivent faire.** Les dangers ne devraient pas être ignorés, mais l'incapacité à considérer les enfants comme des personnes sociales qui vivent dans de telles situations du mieux qu'ils le peuvent, par exemple en travaillant afin de pouvoir régler leurs frais de scolarité, rend difficile l'identification des meilleurs moyens visant à protéger et soutenir ces enfants et leurs familles.

Développement, éducation et apprentissage de l'enfant

Il est important de se pencher sur les pratiques locales en termes d'éducation des enfants afin de comprendre les idéologies sous-jacentes chez les adultes quant aux attentes qu'ils ont des garçons et des filles d'âges différents, mais également pour comprendre les attentes que les enfants et les jeunes ont vis-à-vis de leurs parents. Les premières activités de protection de l'enfance dans les sites miniers se fondaient sur le journalisme d'investigation et un nombre limité d'études, mettant en lumière les pires cas d'exploitation et des enfants qui travaillaient dans des conditions dangereuses. Cependant, **des connaissances insuffisantes sur les communautés, la manière dont la pauvreté affecte leur vie et comment elles sont exclues des initiatives de développement national ont résulté sur la formulation d'hypothèses telles que les parents pauvres ou illettrés sont ignorants de ce qui est de l'intérêt supérieur de leurs enfants. Une autre hypothèse est que les enfances passées dans les sites miniers sont de mauvaises enfances, ou même des enfances gâchées**^[3, 13]. De telles hypothèses peuvent également influencer la manière dont les observations dans les sites de PMA sont interprétées. Par exemple, des enfants qui jouent dans des sites miniers et descendent des tas de graviers sur des bouts de plastique peuvent être perçus comme résistant à une vie morne caractérisée par un travail difficile et monotone^[2]. Et pourtant, **le fait que les enfants combinent travail et jeu ne constitue pas uniquement une forme de résistance à une pauvreté extrême, mais aussi une caractéristique du quotidien de la plupart des enfants dont la socialisation implique le travail sous différentes formes**^[7, 25, 31].

Les parents ou membres de la famille qui initient un enfant au travail minier prennent une responsabilité dans la socialisation de l'enfant, en ce que l'enfant apprend des compétences concrètes par l'observation et la participation. Généralement, les enfants commencent à apprendre les compétences du travail dans les mines dès l'âge de six ou sept ans, mais le font par une observation quotidienne pendant qu'ils assurent des fonctions de soutien pour les personnes qu'ils accompagnent sur le site minier. Ils sont également encouragés à accomplir des tâches plus légères pour eux-mêmes, comme le battage de l'or, la recherche de petits morceaux de minerais dans les sites^[2, 33], qui sont à la limite entre le jeu et le travail. **Par ce travail, les enfants observent le travail dans les mines et établissent des relations sociales avec les équipes présentes dans la mine. Ceci facilite l'intégration des enfants à une équipe une fois qu'ils sont suffisamment forts pour creuser.**^[3] Décider si un garçon est suffisamment fort pour devenir mineur est subjectif. Certains employeurs recrutent de jeunes enfants car ils peuvent les payer moins et ces derniers sont considérés plus malléables.

Par le travail, les enfants apprennent également les compétences et les responsabilités économiques^[33], comme ils le font dans des foyers agricoles où ils se voient remettre de petites parcelles de terrain, des animaux ou des volailles, afin de générer leurs premiers revenus. Les enfants apprennent l'organisation de l'économie du ménage et l'interdépendance qui existe entre les membres du foyer. Le chef du ménage a des responsabilités, généralement à long terme, et les femmes mariées et d'âge adulte ou les adolescents ont d'autres responsabilités, généralement plus immédiates^[39]. **En encourageant les enfants à travailler pour eux-mêmes, les parents attendent de leurs enfants qu'ils commencent à satisfaire certains de leurs propres besoins, en particulier s'habiller, se chausser, se coiffer, etc.** Par conséquent, même quand ils travaillent avec leurs parents, les enfants peuvent avoir le sentiment et affirmer qu'ils travaillent pour leur propre compte et

pour assurer leur propre entretien, comme le faisaient 64 pour cent des enfants qui travaillaient dans la carrière de Passy à Ouagadougou, au Burkina Faso^[41].

Quand le chef du ménage ne peut se permettre de payer les frais de scolarité, les enfants sont souvent encouragés à travailler afin de contribuer au paiement de leurs frais de scolarité plutôt que d'abandonner complètement l'école^[1, 5, 11, 32]. Bien que ceci soit une conséquence de la pauvreté, il est important de souligner que les salaires des enfants sont souvent dépensés en fonction de leurs aspirations en termes d'éducation, de vêtements ou afin de leur permettre de s'engager dans d'autres types d'activités génératrices de revenus. Le dur labeur physique et les longues heures de travail dans les sites miniers est l'une des raisons pour lesquelles les enfants peuvent avoir des difficultés à suivre à l'école^[3, 20].

Trajectoires professionnelles et mobilité sociale ascendante

Les sites miniers peuvent proposer de bonnes perspectives d'amélioration de la position sociale des enfants et des jeunes personnes^[8] par rapport au travail agricole et au petit commerce. De telles perspectives vont au-delà de l'indépendance économique, même si ceci est la justification utilisée par certains enfants pour expliquer pourquoi ils ont commencé à travailler sur les sites miniers^[3, 8]. Les enfants ne deviennent pas automatiquement indépendants en augmentant leurs activités économiques individuelles. Le travail et les revenus leur procurent une position différente au sein de la famille car ils contribuent directement ou indirectement au budget domestique en achetant leurs propres vêtements et en satisfaisant leurs besoins de base. Plus important encore, les enfants qui travaillent participent pleinement aux interdépendances qui existent au sein du foyer ; il peut être fait appel à eux dans des situations de besoin^[40], ils travaillent plus assidûment et, en endossant plus de responsabilités sociales et économiques, les enfants sont considérés comme de « bons enfants »^[10] et se voient accorder une position sociale plus élevée^[35].

Province de Maniema, République démocratique du Congo. Trente-cinq pour cent des enfants travaillant dans des sites miniers aspiraient à devenir des personnes d'autorité, mais sans préciser comment, alors que 26 pour cent souhaiteraient devenir médecin, neuf pour cent enseignants et sept pour cent mécaniciens. Treize pour cent n'ont pas répondu à la question et sept pour cent ont indiqué qu'il s'agissait d'une question de destin^[33, p. 59].

Une conclusion importante des récentes études est que la plupart des enfants perçoivent l'exploitation minière comme une activité temporaire, un moyen de poursuivre des études ou d'accéder à des activités économiques associées à des revenus plus élevés et à un moindre labeur^[3, 8, 20, 33]. Les trajectoires visant à gagner de meilleurs salaires commencent sur le site minier, où les jeunes enfants accomplissent un travail auxiliaire et ne deviennent mineurs qu'une fois qu'un chef d'équipe estime qu'ils disposent de la force physique nécessaire. **Le caractère temporaire est important pour inciter les enfants à occuper un travail plus difficile sur le plan physique ; ceux qui assurent des fonctions de soutien et de petit commerce cherchent à travailler à des postes présentant un potentiel de gains plus élevé, alors que ceux qui creusent restent plus longtemps dans ce type d'activités.** Les enfants plus âgés peuvent chercher à recruter des enfants plus jeunes pour travailler avec eux et leur permettre de gravir l'échelle sociale. Ceci se produit dans des équipes de pairs dans la province de Maniema, en République Démocratique du Congo^[cf. 33] et dans le recrutement de garçons venus du Bénin qui travaillent dans la carrière d'Aboekuta au Nigeria^[cf. 34].

Si certains enfants rêvent d'emplois de bureau, inspirés par le programme scolaire et les enseignants, par des personnes d'autorité qu'ils rencontrent ou par les perspectives de salaire en vigueur dans le secteur public - de nombreux enfants sont parfaitement conscients des limites associées à leur origine, en vivant dans zones rurales reculées, et à la pauvreté de leurs parents. **L'entrée sur le marché du travail formel est difficile pour les enfants pauvres des zones rurales et leurs aspirations pourraient être de travailler dans les PMA.** Un parcours imaginé est celui de « la grande découverte », que la plupart des mineurs attendent afin de laisser derrière eux le dur labeur dans les mines^[9]. Un autre moyen d'augmenter la mobilité sociale exige des enfants qu'ils aspirent à devenir des chefs d'équipe, des employeurs, des propriétaires de machine et des détenteurs de licence, des personnes d'autorité dans le contexte local^[3, 33, 38]. En dépit de la conscience des limites et du fait que tous les adultes ne parviennent pas à obtenir des licences, des machines ou d'autres actifs leur permettant de progresser sur le plan économique et social au sein des PMA, les enfants tendent à rechercher ceux qui y parviennent.

Initiatives en termes de politiques et de programmes

Ce document étudie et évalue l'efficacité des initiatives du programme visant à protéger les enfants qui travaillent dans les sites miniers des dangers affectant défavorablement leur capital humain. Étant donné le manque de données statistiques sur le travail des enfants, **l'efficacité ne peut être mesurée en nombre d'enfants qui travaillent ou d'enfants effectuant un travail dangereux.** Une évaluation plus qualitative serait plutôt nécessaire afin de déterminer si les politiques et les programmes sont basés sur une compréhension nuancée des circonstances dans lesquelles les enfants travaillent dans les sites miniers, des notions locales de l'enfance et des alternatives au travail dans les sites miniers.

Province de Dilaberi, Niger. Les campagnes de sensibilisation ont permis de réduire le nombre d'enfants travaillant dans deux grandes PMA. Les campagnes visaient à informer les enfants, les parents et les chefs de la communauté des dangers et des lois associées au travail des enfants dans les mines. Même les filles qui avaient atteint l'âge légal de travail (14 ans) à Komabangou et Mbanga sont désormais exclues de la réalisation des tâches les plus dangereuses jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans^[20, p. 9].

Province nord, Ghana. Un projet financé par l'IPEC au Ghana visait à retirer les enfants des activités minières et de les envoyer dans les écoles publiques, où aucune école publique n'existait justement. Le projet s'est ensuite attaché à envoyer les enfants dans des écoles privées, mais n'a pu lever les fonds nécessaires pour payer les frais de scolarité. Au lieu de reconnaître les inconvénients quand les enfants se sentaient obligés de combiner le travail et l'école, le personnel du projet menaçait de retirer le financement des fournitures scolaires et autre assistance aux familles, les menaçant ainsi de rendre la vie de ces enfants encore plus difficile^[132, 14].

La politique internationale est fondée sur la conviction que les enfants ne devraient pas être présents dans les sites miniers, car le travail accompli par les enfants excède leurs capacités physiques et que l'environnement physique et social des sites miniers porte préjudice au bien-être des enfants. De plus, un lien de cause à effet entre le travail des enfants et la faiblesse des taux d'inscription et de rétention scolaires est établi, et un rapport récent de l'OIT indique que « l'abolition progressive du travail des enfants est en péril quand l'éducation n'est pas valorisée ou est de mauvaise qualité et quand des catastrophes naturelles, une dépression économique ou un conflit viennent troubler l'équilibre au sein des communautés »^[20, p. 18].

Les contextes des politiques nationales sont plus ambigus. D'un côté, une bonne partie de la législation reprend les conventions internationales et les recommandations politiques. D'un autre côté, la mise en application de la législation relative à la protection de l'enfance tend à être relâchée, et les services sociaux qui soutiennent l'éducation des enfants issus de familles pauvres dans les communautés rurales reculées et les établissements humains non planifiés sont insuffisants pour répondre aux besoins de tous les enfants. Dans un tel contexte, les parents deviennent souvent des boucs émissaires et l'absence de scolarisation des enfants est expliquée comme une conséquence de la « ruée vers l'or », le rêve d'un enrichissement rapide, où les parents passent leur temps à miner ou à laver au détriment de la supervision qu'ils devraient exercer sur leurs enfants^[26, 13, 14].

Prévenir le travail des enfants dans les mines et les carrières : interdiction, sensibilisation et éducation

Les conventions internationales visent à abolir le travail des enfants dans les sites miniers. L'interdiction est appuyée par la Convention des Nations Unies des droits de l'enfant, la Convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et au travail, la Convention n° 182 de l'OIT demandant l'élimination des pires formes de travail des enfants pour tous les enfants âgés de moins de 18 ans, et la Recommandation n° 190 de l'OIT ajoutant des spécifications à la Convention n° 182 quant au travail minier dans les exploitations industrielles et les PMA^[18]

En dépit de la pression internationale, l'interdiction du travail des enfants dans les sites miniers s'est avérée inefficace. Les difficultés rencontrées sont expliquées à partir de deux perspectives différentes. L'éloignement et le caractère informel des PMA expliquent comment les mineurs artisanaux et les sociétés minières échappent aux réglementations du marché en opérant à la limite de la légalité et de l'illégalité. Des explications culturelles sont également avancées indiquant que les habitants des zones isolées sont arriérés^[18, p. 16], soutenant implicitement que les adultes laissent les enfants travailler parce qu'ils ne connaissent rien de mieux. Une autre perspective souligne la complexité de la pauvreté dans les zones rurales et urbaines et l'absence de fourniture de services sociaux par le gouvernement^[14, 29].

Les programmes qui se concentrent sur les campagnes de sensibilisation et de développement des compétences découlent d'une perspective universelle des droits. Ils se rattachent à l'hypothèse que les enfants travaillent dans les sites miniers parce que leurs parents et leurs tuteurs n'ont pas conscience des dangers et que la législation relative à la protection de l'enfance n'est pas appliquée, les autorités n'ayant pas conscience de l'ampleur du travail des enfants ou de leur vulnérabilité dans les sites miniers.

L'OIT, entre autres, soutient l'élaboration de politiques nationales visant à réglementer l'intégralité du secteur minier^[18, 19]. L'une des difficultés rencontrées est l'absence d'alignement et de cohérence des lois relatives au secteur minier. De nombreuses contradictions et incohérences existent entre le Code minier, les lois relatives à l'exploitation minière à petite échelle, les lois sur l'environnement, et la législation relative à la protection et à l'éducation des enfants^[18, 19]. La réforme politique pourrait parvenir à éliminer les contradictions qui existent dans la législation nationale mais, **en raison de la décentralisation et des contraintes financières qui affectent les institutions locales desservant les communautés rurales isolées et les sites abandonnés par les sociétés minières, il est probable que la législation reste inappliquée.** Ce point est encore étayé par les cas dans lesquels des intermédiaires sont impliqués dans le déplacement des enfants pour les faire travailler dans les mines et les carrières. Les programmes de prévention visant à rapatrier des enfants ont pu avoir un impact, mais peu d'intermédiaires ont été poursuivis et il est difficile de suivre le nombre d'enfants qui migrent de nouveau pour travailler dans les mines après avoir rendu visite à leurs parents^[34].

L'OIT soutient également les « actions en aval » qui visent à contrôler les régions minières afin d'empêcher les enfants de travailler et de les envoyer à l'école ou suivre des formations professionnelles^[18, 19]. L'OIT, se basant sur des exemples de réussites observées dans le monde, considère que l'implication des leaders politiques et religieux locaux peut contribuer à changer les points de vue des gens sur le travail des enfants dans les mines. Selon une évaluation réalisée par l'OIT, le succès des campagnes de sensibilisation repose sur le dialogue et sur l'existence d'opportunités d'éducation à plein temps en principale alternative au travail dans les sites miniers^[18].

Tout d'abord, dans une perspective de droits universels, il est supposé que les enfants ne sont pas scolarisés en raison de la pauvreté de leurs parents ou du manque de considération pour l'éducation. Cependant, la recherche qui s'appuie sur une perspective de terrain du travail des enfants dans les PMA souligne que les **faibles taux d'inscription résultent non seulement de la pauvreté, mais aussi de l'absence d'écoles primaires et secondaires publiques fournissant une éducation gratuite à proximité des sites miniers**^[13, 14, 29].

Deuxièmement, il a été suggéré que « dans certains pays d'Afrique centrale, les enfants décidaient souvent de travailler dans les sites miniers car ils étaient attirés par la vie meilleure qui s'y offrait à eux par rapport à la vie qu'ils menaient chez eux »^[18, p. 22-23]. Un tel argument reflète la vieille affirmation selon laquelle les migrants quittant les zones rurales pour se rendre en ville sont attirés par les lumières de la ville et les mineurs par la « ruée vers l'or ». Un tel argument nie aux enfants la capacité de prendre des décisions rationnelles sur ce qui est le mieux pour eux, dans l'immédiat et à l'avenir. La recherche qui s'appuie sur une perspective de terrain suggère que **l'âge des enfants qui travaillent doit être pris en considération, étant donné que des enfants plus âgés pourraient trouver embarrassant de revenir à l'école primaire** alors qu'ils ont l'âge d'être dans le secondaire. De plus, ils pourraient ne pas vouloir abandonner leurs revenus^[30], étant donné qu'un certain degré d'indépendance économique constitue un signe de leur position sociale, comme cela est le cas pour la plupart des adultes^[35].

Troisièmement, sur la base des interventions politiques menées en Amérique Latine, l'OIT plaide contre une combinaison école/travail, affirmant que le travail affecte défavorablement la performance des enfants à l'école et que les divertissements et les loisirs devraient être encouragés afin de contribuer au développement de l'enfant^[18, p. 24-25]. **Une telle recommandation ne tient pas compte de l'importance du travail des enfants pour les maintenir dans le système éducatif**, ni du statut social dont ils bénéficient en étant capables de payer une partie de leurs propres frais de scolarité et autres frais associés à leur éducation. De plus, **le type de travail réalisé par les enfants et la manière dont ils sont rémunérés déterminent leur capacité à combiner école et travail**. Par exemple, s'ils travaillent régulièrement au sein d'une équipe de mineurs, il peut être difficile de trouver le temps d'aller à l'école^[3], à moins que tous les autres mineurs ne soient également étudiants. Les enfants qui travaillent à mi-temps pour poursuivre leur scolarité pourraient être obligés d'accepter des revenus moins élevés. **Plutôt que d'interdire tout travail des enfants dans les sites miniers, il pourrait être nécessaire d'étudier un ensemble d'arrangements flexibles afin de permettre aux enfants plus âgés de combiner des options de travail rémunéré à mi-temps et relativement sûrs avec leur scolarité**^[3, 14].

Même si le secteur minier était réglementé et que l'on empêchait les enfants de prendre part à des activités minières directes, il serait nécessaire de déterminer le nombre d'enfants qui seraient alors contraints de prendre part à des activités auxiliaires présentant des salaires moins élevés, et de déterminer si les migrations urbaines des enfants depuis les villages situés près des anciens sites de PMA s'intensifient ou non.

La viabilité de l'idée consistant à fournir un mode de garde accueillant les enfants d'âge préscolaire et en âge d'être scolarisé en dehors des heures d'école doit également être prise en considération. Ceci se rapporte essentiellement au type de garde que les parents pauvres peuvent fournir aux enfants plus jeunes, et à leur perception de la présence des enfants sur le site minier comme constituant un éventuel frein à leur productivité.

La plupart des interventions visent à éliminer le travail des enfants dans les sites miniers. Aucune intervention politique ou programmatique n'a visé à fournir des services de protection de l'enfance aux enfants travaillant dans les PMA ou à travailler en vue de protéger les droits des enfants en tant qu'ouvriers dans les sites miniers. Les initiatives générales de protection et d'éducation des enfants visent à reporter l'arrivée des enfants sur le marché du travail. Dans un tel contexte, l'attention a récemment été attirée sur le potentiel des transferts sociaux en faveur des parents pauvres afin de les aider et de les encourager à maintenir leurs enfants à l'école.

Questions nécessitant des recherches supplémentaires

- Comment les différences entre les sexes en termes d'activité, de capacités de gain, de taux d'inscription et de rétention scolaires se recoupent-elles ?

- Quel travail est effectué par les jeunes filles ? Quels sont les risques auxquels elles sont exposées au quotidien ?
- Comment les déplacements dans des camps miniers se produisent-ils ? (Les enfants sont-ils accueillis chez de la famille ? Les enfants réitèrent-ils leurs relations de parenté pour travailler dans les PMA ? Les enfants migrent-ils indépendamment ?)
- Comment les enfants sont-ils recrutés dans différents types de travail ?
- Qui sont les principaux décideurs déterminant si un travail est approprié ?
- Quelles sont les dynamiques de réseaux sociaux pour les enfants qui travaillent sur les sites de mines ?
- Comment le revenu découlant de l'exploitation minière affecte-t-il les dynamiques sociales dans les villages agricoles par rapport à d'autres sources d'opportunités économiques ?
- Les types d'équipement de protection existants sont-ils adaptés aux pratiques de travail actuelles dans les PMA ou une conception différente ou un changement réaliste des pratiques de travail pourraient-elles réduire les risques physiques associés aux activités minières ?
- Quels sont les risques auxquels les enfants sont confrontés dans les fonctions de soutien et de petit commerce qu'ils occupent dans leur travail dans les sites miniers ?
- Comment la diversité des personnes travaillant dans les sites de PMA affecte-t-elle les aspirations des enfants ?

Références

1. Abebe, T. (2007) Changing livelihoods, changing childhoods: patterns of children's work in rural southern Ethiopia. *Children's Geographies*, 5(1): 77–93.
2. Bloemen, S. (2009) *Pounding rock and crushing potential. Effort, endurance and patience as UNICEF tackles child labour in the DRC*. The Sunday Independent (South Africa), 23 August, p. 8. [supplied by UNICEF]
3. Bøås, M. and Hatløy, A. (2006) 'Living in a material world'. *Children and youth in alluvial diamond mining in Kono District, Sierra Leone*. Fafo report No. 515, Oslo: Fafo Institute for Applied International Studies. [supplied by UNICEF]
4. Bolwig, S. and Paarup-Laursen, B. (1999) Nature, work, culture: Labour utilisation in agriculture and off-farm employment among the Fulani Riimaybe in northeastern Burkina Faso. *Geografisk Tidsskrift, The Danish Journal of Geography*, 2(Special Issue): 27-41.
5. Boyden, J. (1997) Childhood and policy makers: a comparative perspective on the globalization of childhood. In A. James and A. Prout (eds) *Constructing and Reconstructing Childhood: Contemporary Issues in the Sociological Study of Childhood*, 2nd ed, Basingstoke: Falmer Press.
6. De Boeck, P. (1998) Domesticating diamonds and dollars: Identity, expenditure and sharing in south-western Zaire (1987-1997). *Development and Change*, 29(4): 777-810.
7. Dyson, J. (2008) Harvesting identities: youth, work, and gender in the Indian Himalayas. *Annals of the Association of American Geographers*, 98(1): 160-179.
8. Grätz, T. (2003) Sharing and sustaining: The thrusts of friendship among young artisanal gold miners in northern Benin (West Africa). Working Paper No. 54, Halle/Saale: Max Planck Institute for Social Anthropology. [<http://www.eth.mpg.de/download.php?f=mpi-eth-working-paper-0054.pdf>]
9. Grätz, T. (2009) Moralities, risk and rules in West African artisanal gold mining communities: A case study of Northern Benin. *Resources Policy*, 34(1-2): 12-17.
10. Hashim, I.M. (2004) Working with working children: Child labour and the barriers to education in rural northeastern Ghana. Unpublished DPhil thesis, Development Studies, University of Sussex.

11. Hashim, I.M. and Thorsen, D. (2011) *Child migrants in Africa*. London: Zed Books.
12. Hilson, G. (2002) Small-scale mining and its socio-economic impact in developing countries. *Natural Resources Forum*, 26(1): 3–13.
13. Hilson, G. (2008) 'A load too heavy': Critical reflections on the child labor problem in Africa's small-scale mining sector. *Children and Youth Services Review*, 30(11): 1233–1245.
14. Hilson, G. (2010) Child labour in African artisanal mining communities: Experiences from Northern Ghana. *Development and Change*, 41(3): 445–473.
15. Hilson, G., Kovleva, N. and Banchirigah, S.M. (2007) 'To move or not to move': reflections on the resettlement of artisanal miners in the western region of Ghana. *African Affairs*, 106(424): 413–436.
- 15a. Human Rights Watch (2011) 'A Poisonous Mix: child labour, mercury, and artisanal gold mining in Mali.' New York.
16. IIED-WBCSD (2003) Artisanal and Small-Scale Mining. Challenges and Opportunities, by Thomas Hentschel, Felix Hruschka, and Michael Priester. London, International Institute for Environment and Development (IIED) and World Business Council for Sustainable Development (WBCSD).
<http://pubs.iied.org/pdfs/9268IIED.pdf>
17. ILO (1999) *Convention No. 182 concerning the prohibition and immediate action for the elimination of the worst forms of child labour*. Geneva: International Labour Organization.
[<http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/ilc/ilc87/com-chic.htm>]
18. ILO (2004) *Child labour in small-scale mining & quarrying. A thematic evaluation*, by independent consultant Michael Priester for ILO-IPEC, Geneva: International Labour Office. [supplied by UNICEF]
19. ILO (2006) *Minors out of mining! Partnership for global action against child labour in small-scale mining*. International Programme for the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Office (ILO), 19p.
20. ILO (2007) *Girls in mining: Research findings from Ghana, Niger, Peru and the United Republic of Tanzania*. Working paper, Bureau for Gender Equality, International Programme on the Elimination of Child Labour. [supplied by UNICEF]
21. ILO (2009) *Give girls a chance. Tackling child labour, a key to the future*. ILO-IPEC report, 88 pages. [supplied by UNICEF]
22. ILO (2011) *Children in hazardous work. What we know - what we need to do*. International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Office.
[<http://www.ilo.org/ipecinfo/product/viewProduct.do?productId=17035>]
23. IPEC-Burkina Faso (2009) *Développement d'un plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants au Burkina Faso*. Programme International pour l'Abolition du Travail des Enfants (IPEC), Ouagadougou : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale et Bureau International du Travail.
[http://cerfodes.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=1&Itemid=50]
24. Issa, O. (2005) Gold miners exploit children. *IPS Inter Press Service*, 26 August.
[<http://ipsnews.net/print.asp?idnews=30037>]
25. Katz, C. (2004) *Growing up global: Economic restructuring and children's everyday lives*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
26. Keita, S. (2001) *Etude sur les mines artisanales et les exploitations minières à petite échelle au Mali*. Mining, Minerals and Sustainable Development (MMSD), Report No. 80, IIED, August 2001.
[<http://pubs.iied.org/pdfs/G00727.pdf>]
27. Keita, S. (2002) *Report of the workshop on artisanal and small-scale mining, London, 19–20 November 2001*. Mining, Minerals and Sustainable Development (MMSD), Report No. 214, IIED, April 2002.
[<http://pubs.iied.org/pdfs/G00737.pdf>]
28. Levin, E.A. (2005) *From poverty and war to prosperity and peace? Sustainable livelihoods and innovation in governance of artisanal diamond mining in Kono District, Sierra Leone*. MA thesis, The University of British Columbia. [<http://www.fairjewelry.org/pdfs/Levin2005Thesis.pdf>]

29. Mthembu-Salter, G. (2009) *Social and economic dynamics of mining in Kalima, Democratic Republic of Congo*. ISS Paper No. 185, April 2009, Pretoria: Institute For Security Studies.
[http://kms1.isn.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/101212/ipublicationdocument_singledocument/f56613b1-2e74-45e9-9382-454bb5039f97/en/PAPER185.pdf]
30. Musao, J.K. (2009) *La problématique de l'exploitation minière artisanale dans la province du Katanga (cas du district de Kolwezi)*. Mémoire de licence en sociologie industrielle, Lubumbashi: Institute Supérieur d'Etudes Sociales. [<http://www.memoireonline.com/12/09/3006/La-problematique-de-l'exploitation-mini%C3%A8re-artisanale-dans-la-province-du-Katanga--cas-du-distri.html>]
31. Punch, S. (2000) Children's strategies for creating play spaces: negotiating independence in rural Bolivia, in Holloway, S.L. and Valentine, G. (eds) *Children's geographies. Playing, living, learning*, Oxon and New York: Routledge, pp. 48-62.
32. Robson, E. (2004) Hidden child workers: young carers in Zimbabwe, *Antipode*, 34(5): 227-48.
33. Savio, M. (2010) *Dynamics of oppression and state failure. Cases of child labour in artisanal and small-scale mines Democratic Republic of Congo*. Master Degree Programme in Peace and Conflict Transformation MA, University of Tromsø.
[<http://munin.uit.no/munin/bitstream/handle/10037/2479/thesis.pdf?sequence=2>]
34. Terre des Hommes (2005) *Les petites mains des carrières de pierre. Enquête sur un trafic d'enfant entre le Bénin et le Nigéria*. Lausanne : Terre des Hommes. [<http://www.tdh.ch/fr/documents/les-petites-mains-des-carrieres-de-pierre-enquete-sur-un-traffic-denfant-entre-le-benin-et-le-nigeria>]
35. Thorsen, D. (2006) Child migrants in transit. Strategies to become adult in rural Burkina Faso. In: Christiansen, C., Utas, M. & Vigh, H.E. (eds.) *Navigating youth, generating adulthood: social becoming in an African context*. Uppsala: Nordic Africa Institute, pp. 88-114.
36. UNICEF (2009) *Democratic Republic of the Congo*. Information by Country, UNICEF.
[http://www.unicef.org/infobycountry/drcongo_49979.html, accessed 11/07/2011]
37. Walsh, A. (2003) 'Hot money' and daring consumption in a northern Malagasy sapphire mining town. *American Ethnologist*, 30(2): 290-305.
38. Werthmann, K. (2009) Working in a boom-town: Female perspectives on gold-mining in Burkina Faso. *Resources Policy*, 34(1-2): 18-23.
39. Whitehead, A. and Kabeer, N. (2001) *Living with uncertainty: Gender, livelihoods and pro-poor growth in rural sub-Saharan Africa*. Brighton: University of Sussex and International Development Studies.
[<http://www.ntd.co.uk/idsbookshop/details.asp?id=646>]
40. Whitehead, A., Hashim, I.M. and Iversen, V. (2007) Child migration, child agency and inter-generational relations in Africa and South Asia. Brighton: Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex. [http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T24.pdf]
41. Yaro, Y. 2003. *Les enfants travailleurs de la carrière granitique de Pissy : Analyse de situation et perspectives de solutions*. Ouagadougou: Centre d'Etudes, de Recherches et de Formation pour le Développement Economique et Social (CERFODES). [no longer accessible online].